

CONSEIL
DE TUTELLEDistr.
LIMITEET/COM.5/L.179
23 août 1956

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE M. SADRACK KEMAGNI CONCERNANT LE
CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du
Conseil de tutelle)Kemagni Sadrack
S/C B.P. 93
New-Bell Douala

Douala le 31 juillet 1956

A Monsieur le Ministre de la F.O.M.

Monsieur le Ministre,

J'ai le respectueux honneur de vous adresser ma présente pétition. En tant que kamerunais de sang et d'esprit, je me crois en droit de dire un mot sur l'avenir de mon pays.

Monsieur le Ministre on peut tout vous dire et vous pouvez en vous basant sur les déclarations mensongères d'un malheureux Mbida et sa suite tous vomis du peuple envisager des mesures de force, voir l'augmentation de l'effectif de la gendarmerie du Kamerun etc.

Mais nous connaissons une chose; le Kamerun n'étant ni un département ni une colonie française, mais un pays sous tutelle des nations unies, il est à retenir que seules les dispositions de la charte et notamment l'article 16 mérite d'être appliqué et sans modification dans notre territoire. Se faisant, nous nous opposons farouchement à cette tendance perfide manoeuvrée sous l'appellation : (Loi cadre) dont l'application dans notre territoire vise son annexion arbitraire dans la République française. On met tout en oeuvre pour duper le Noir et lui faire passer le pire pour le meilleur.

Lorsque le peuple Kamerunais demande l'unité et la libre disposition de son territoire, on la lui refuse en lui opposant des armes.

Comment peut-on réaliser des réformes dans un pays menacé par la guerre et dont plus de la moitié de la population est exilée?

Aux soi disants élus qui se déclarent interlocuteurs valables, je dis que nous ne sommes plus en 1946 ou l'O.N.U. a aveuglement cru les écroqueurs D'aujoulat et Douala Manga Bell; à ces individus je pese également des questions suivantes, un élu n'a-t-il pas le droit absolu de traduire exactement les aspirations de son peuple? l'esprit de bassesse et la crainte de voir la porte des faveurs se fermer vous devant vous, vous oblige à tatonner alors que le peuple vous a largement tracé la voie à suivre.

Que pensez vous des disparus, des morts innocents de Mai 1955, des emprisonnés Condamnés la loi étant en vacances? des incidents graves qui se multiplient à travers le territoire? des incidents graves qui se multiplient à travers le territoire?

Quant à nous nous précisons au gouvernement français que la justice est plus forte que les bombes, qu'au Kamerun il n'est pas question d'autonomie interne ou externe, ni de la loi cadre.

Mais qu'il est question d'unification et de l'indépendance immédiates.

Le gouvernement français ne doit donc pas s'adonner à un travail steril en suivant les quelques exclus du peuple genre Mbida et sa suite.

Il serait d'une extrême prévoyance si le gouvernement se désarmait de la répression et s'accordait à reconnaître sincèrement le droit kamerunais à sa libre disposition.

Au parvenu Mbida et ses complices, nous déclinons l'entière responsabilité de tout ce qui découlant de leur instigation pourra par la suite aggraver la situation et porter à 100 l'atmosphère qui déjà se trouve à 75 degrés au territoire.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

(signé)

Ampliation

Ministre F.O.M.

O.N.U.

Archive
